

ALERTE

35 fédérations et associations nationales de lutte contre la pauvreté et l'exclusion membres de la Commission lutte contre la pauvreté de l'UNIOSS et des collectifs inter-associatifs locaux présents dans 10 régions (Uriopss)

Paris, le 30 Juin 2020

Communiqué de presse

Reconstruction sociale et solidaire : il est urgent d'agir !

Alors que la France sort doucement de la crise sanitaire liée au coronavirus, les nouveaux chiffres du chômage, sortis le 25 juin, semblant rassurants au premier abord, confirment en réalité que le pays glisse inéluctablement vers une crise économique et sociale majeure. Les associations réunies au sein du collectif ALERTE s'inquiètent de la dégradation des conditions de vie des plus précaires (bénéficiaires du RSA, jeunes, migrants, personnes en situation de handicap ou âgées, ...), et demandent à ce que des mesures soient prises rapidement pour endiguer les effets de cette crise sociale.

La crise sanitaire a impacté l'ensemble de la population de notre pays, mais les plus précaires en ont payé le plus lourd tribut, avec une dégradation drastique de leurs conditions de vie : isolement extrême pour beaucoup d'entre eux ; confinement ressenti plus durement du fait des conditions de logement ou d'hébergement ; perte de ressources et/ou d'emplois, accroissement du coût de la vie, des dépenses de la vie courante et des charges, baisse du pouvoir d'achat, dégradation de l'état de santé...

Toutes ces personnes, notamment les jeunes, en sortent donc très affaiblies, souvent dans des situations d'endettement, d'impayés ou de difficulté de paiement menant à des risques d'expulsion. Elles ne parviennent plus, pour certaines d'entre elles, à accéder aux biens essentiels ou à la santé, ce qui dégrade d'autant plus leurs conditions de vie et leur pouvoir d'achat.

Les personnes précaires sont donc et resteront les premières victimes de la crise économique qui va toucher le pays : suppressions d'emplois peu qualifiés, intérimaires, difficultés d'insertion dans l'emploi notamment pour les jeunes et les chômeurs de longue durée qui sont déjà fragilisés sur le marché de l'emploi....

Certes, au pic de la crise sanitaire, des dispositions ont été prises et saluées, en direction des plus précaires (aides exceptionnelles, financements exceptionnels pour l'aide alimentaire, l'hébergement, automatisation pour l'accès aux droits...). Elles n'ont toutefois pas été suffisantes (en termes de montant et de périmètre) pour endiguer les effets délétères de cette crise. Qui plus est, la hausse de demandes d'aide alimentaire, l'augmentation de situations d'endettement et les difficultés de paiement illustrent une nouvelle fois l'impossibilité pour les plus précaires, de faire face, avec leurs ressources actuelles, à vivre dignement au quotidien et encore moins de supporter ce type de situations exceptionnelles.

Face à cette crise inéluctable, le président de la République a annoncé un plan de reconstruction sociale et solidaire dont il détaillera le contenu au mois de juillet. Pour le collectif ALERTE, il est indispensable que cette reconstruction intègre des mesures significatives, susceptibles d'améliorer en profondeur les conditions de vie et de ressources des plus précaires, au travers de :

- La revalorisation significative du RSA
- L'ouverture du RSA dès 18 ans, sous conditions de ressource(s)
- L'élargissement de l'aide de solidarité COVID 19 aux bénéficiaires de l'AAH et de l'ASPA
- L'annulation de la réforme de l'assurance chômage instaurée en 2019 ainsi qu'un plan de soutien ambitieux aux secteurs de l'IAE et des entreprises adaptées
- La création d'emplois utiles à la société (comme Territoires Zéro chômeur de longue durée)
- La prolongation de la trêve hivernale

- La suppression des freins à l'application du DALO et le renforcement du plan quinquennal « Logement d'abord »
- La sécurisation de l'aide alimentaire au travers de la prolongation des chèques services et d'une continuité de l'activité sur les mois d'été, avec un plan de plus long terme pour éviter que son recours ne se pérennise
- L'amélioration de l'accès aux soins pour tous.

Les associations réunies au sein du collectif ALERTE attendent donc du gouvernement, dans les semaines et les mois à venir, des dispositions concrètes pour les plus précaires, notamment dans les PLF et PLFSS 2021, afin que la volonté affichée du chef de l'État le 14 juin dernier d'une « reconstruction sociale et solidaire » se traduise effectivement en actes.

Contacts presse :

Uniopss/ALERTE : Manon Jullien – 01 53 36 35 09 – mjullien@uniopss.asso.fr

Uniopss/ALERTE : Valérie Mercadal - 01 53 36 35 06 / 07 – vmercadal@uniopss.asso.fr